

Éditorial

Nos confrères ont une fois de plus été nombreux à assister à l'assemblée générale du 19 avril dernier. Preuve, s'il en est, que nos membres s'intéressent à la politique du Conseil et au fonctionnement de l'Institut. Les stagiaires étaient, eux aussi, présents en nombre. Leur participation démontre leur intérêt pour l'évolution de l'Institut et le caractère vivant de nos professions.

Nous déplorons cependant certaines failles en ce qui concerne la communication, par les membres, d'informations à l'Institut. L'obligation d'informer l'Institut de toute modification des données à caractère privé ou professionnel dont nous devons disposer n'est pas toujours respectée. Chaque fois que nous adressons un courrier général à nos membres, un certain nombre d'envois nous reviennent, parce que le membre n'habite plus à l'adresse indiquée. Chaque fois que nous envoyons un publipostage général à nos membres, nous recevons des messages d'erreur nous indiquant que l'adresse e-mail n'existe plus. La communication spontanée de toute modification permet d'éviter un gaspillage d'énergie dans la recherche des nouvelles adresses.

De même, toute modification de l'actionnariat ou de l'organe de gestion d'une société professionnelle agréée doit nous être signalée systématiquement. Or, nous constatons une fois de plus que ce n'est pas le cas. Par ailleurs, il nous arrive encore de rencontrer des membres qui exercent leur activité professionnelle via une société non agréée ou via une société qui ne satisfait pas aux critères d'agrément. Nous avons déjà fait part de notre intention d'assouplir les critères d'actionnariat et de gestion en vue de l'agrément des sociétés par le

biais d'un arrêté royal. Nous attirons une fois encore l'attention de nos membres sur le fait que les experts-comptables et conseils fiscaux ne peuvent exercer de mandat d'administrateur dans une société non professionnelle sans l'autorisation expresse du Conseil. Les négociations à ce propos sont en cours avec le cabinet de notre ministre de tutelle, Madame Laruelle, et nous espérons pouvoir les boucler prochainement. Quoi qu'il en soit, les négociations en cours ne portent en rien préjudice au fait que les critères actuels en vue de l'agrément d'une société professionnelle restent d'application.

Ce qui précède ne s'applique assurément pas à la majorité de nos membres, qui se conforment pleinement aux dispositions légales et aux règles de l'Institut. Néanmoins, nos experts-comptables et conseils fiscaux ont besoin du soutien de l'Institut dans l'exercice de leur profession. Dans ce monde où le cadre d'exercice des professions économiques évolue sans cesse et où les développements informatiques se succèdent à un rythme toujours plus rapide, nous devons relever le défi d'offrir les meilleurs services qui soient grâce à une qualification professionnelle de haut niveau.

L'Institut travaille actuellement au développement de plusieurs outils qui seront mis à la disposition des membres en vue d'améliorer et d'optimiser la qualité du service et l'organisation du travail. Certains d'entre eux seront disponibles dès la prochaine assemblée générale. Cette mise à disposition d'outils s'inscrit dans le cadre d'une évolution vers un contrôle général de la qualité de nos membres. ●

André Bert, Président